

N° DP 23/1158

DECISION DU PRESIDENT

FONDS D'ACCELERATION DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DANS LES TERRITOIRES DIT "FONDS VERT" REHABILITATION DU BATIMENT DE L'ESPACE NATUREL COURBEBASSE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'ETAT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement,

VU le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

VU l'annonce du 27 août 2022 de la Première Ministre Elisabeth Borne quant à la mise en œuvre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert »,

VU la circulaire du 14 décembre 2022 relative au déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires « fonds vert »,

VU l'inscription dans la loi de finances 2023, du fonds vert qui constitue un signal fort d'accompagnement des acteurs territoriaux, indispensables pour accélérer et intensifier la transition écologique déjà à l'œuvre dans les territoires,

CONSIDERANT que le fonds vert représente une enveloppe financière s'élevant à 2 milliards d'euros, dont l'objectif est d'offrir à toutes les collectivités les ressources financières nécessaires pour accélérer leur transition,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa mise en œuvre, le fonds vert et réparti et s'articule autour de 3 axes prioritaires, constitués de 14 mesures distinctes citées ci-après :

➤ **AXE 1 : Renforcer la performance environnementale**

- Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux
- Rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public
- Soutien au tri à la source et à la valorisation des biodéchets

➤ **AXE 2 : Adapter les territoires au changement climatique**

- Appui aux collectivités de montagne soumises à des risques émergents
- Prévention des risques d'incendie de forêt et de végétation
- Renforcement de la protection des bâtiments des collectivités d'outre-mer contre les vents cycloniques
- Accompagnement pour l'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de côte
- Renaturation des villes et villages
- Renforcement des aides apportées par les PAPI (programmes d'actions de prévention des inondations) et appui financier aux collectivités, gestionnaires de digues, dans le cadre de la compétence GEMAPI
- Appui à l'ingénierie de la transition écologique

➤ **AXE 3 : Améliorer le cadre de vie**

- Accompagnement du déploiement des zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m)
- Développement du covoiturage
- Recyclage foncier
- Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030,

CONSIDERANT que le « fonds vert » est cumulable avec les autres dotations et outils de financement de l'Etat (DSIL, DETR, fonds de prévention des risques naturels majeurs – FPRNM dit « fonds Barnier », fonds mobilité actives, etc.), dans la limite de 80 % d'aides publiques,

CONSIDERANT que le site de Courbebaisse constitue un espace naturel appartenant au Conservatoire du littoral et géré par la Métropole situé en cœur de ville du Pradet,

CONSIDERANT que l'opération concerne la réhabilitation du bâtiment principal dont le rez-de-chaussée a été sommairement aménagé en bureaux pour l'équipe de gestion des espaces naturels du Pradet,

CONSIDERANT que cette réhabilitation permettrait le respect des normes liées à la performance énergétique avec comme objectif principal la réduction de la consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre tout en favorisant l'écoconception,

CONSIDERANT que dans le cadre du « Fonds vert », le projet dit « Réhabilitation du bâtiment de l'espace naturel Courbebaisse » répond aux critères d'éligibilité fixé à l'axe n°1, mesure 1 « Rénovation énergétique des bâtiments publics locaux »

CONSIDERANT que le plan de financement prévisionnel de l'opération est établi de la manière suivante :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Montant prévisionnel de l'opération (en € HT)	Partenaire institutionnel	Assiette éligible (en € HT)	Montant subvention (en € HT)	Taux d'intervention (calculé sur la base de l'assiette éligible)	Taux d'intervention (calculé sur la base du coût total d'opération)
225 000	Etat Fonds Vert	170 000	136 000	80 %	
Total aides publiques			136 000	80 %	60 %
Part d'autofinancement			89 000		40 %
TOTAL			225 000	100 %	100 %

**Subventions notifiées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.*

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le plan de financement de l'opération mentionnant son coût, la participation des financeurs et la part d'autofinancement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER le concours financier de l'Etat au titre du « fonds vert » à hauteur de 136 000 € au taux de 80 % de l'assiette éligible du projet conformément au plan de financement prévisionnel, ci-dessus.

ARTICLE 3

DE SIGNER tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget principal 2023 (et suivant), opération 23130.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

